RENCONTRE DE L'APRIFEL 2017

Consommer au moins 5 fruits et légumes, Quel impact pour notre avenir ?

Enjeux pour la santé publique, l'environnement et l'économie

AUDITORIUM DU MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA SANTÉ

JEUDI 30 NOVEMBRE 2017

DOSSIER DU PARTICIPANT

AGENCE POUR LA RECHERCHE ET L'INFORMATION EN FRUITS ET LÉGUMES - www.aprifel.com

Partagez la journée sur Twitter avec le hashtag
#RencontreAprifel

Autorisation droit à l'image
La journée de conférence est filmée et enregistrée dans son intégralité. Si vous ne souhaitez pas donner votre autorisation à être filmé et à utiliser votre image, nous vous remercions de le signaler à l'accueil.

ÉDITORIAL

La consommation de fruits et légumes et ses enjeux à venir pour la santé publique, l'environnement et l'économie sont au cœur de la rencontre qui nous réunit aujourd'hui. Les aliments végétaux, sources inépuisables de vitamines naturelles et de minéraux, sont indispensables à notre équilibre alimentaire.

Face aux problèmes sanitaires engendrés par les nouveaux modes de vie qui conduisent à des taux d'obésité beaucoup trop importants dans les pays développés, il est absolument indispensable de revenir à une alimentation variée et équilibrée. Les français ne consomment pas assez de fruits et légumes, il est urgent de remettre cette filière en valeur.

Face à des normes et des règlementations de production de plus en plus strictes, nos producteurs doivent faire face à une concurrence européenne et mondiale effrénée.

Aujourd'hui, la difficulté consiste à allier protection et santé du consommateur avec qualité et compétitivité, d'où les enjeux de cette filière et de son avenir puisqu'elle recouvre des questions scientifiques, économiques mais aussi politiques.

- Comment garantir les productions face à la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires ?
- Quelles pistes politiques suivre pour reconquérir le marché intérieur en alliant qualité et compétitivité ?
- Comment faire face à la concurrence de nos voisins européens et ouvrir notre marché extérieur vers la Russie notamment ?
- Comment répondre au développement de l'agriculture biologique ?
- Quels travaux mener sur l'innovation variétale et sur l'adaptation au changement climatique ?

L'ensemble des intervenants présents, issus de formations variées, permettront d'apporter leur expertise sur ces questions. C'est en alliant nos connaissances et en créant une synergie que nous serons en mesure de déterminer les orientations nécessaires au développement et à la compétitivité de la filière fruits et légumes.

Pierre MEDEVIELLE

Sénateur de la Haute Garonne

9h15-9h30 • MOT D'ACCUEIL

C. Teyssedre - Présidente de l'Aprifel

9h30-11h00 • SESSION 1
Consommation des F&L, enjeu majeur de santé publique

Présidée par E. Doineau *- Sénatrice de la Mayenne - Commission des Affaires Sociales*

- **A. Martin** - Professeur de Nutrition et de Biochimie - Faculté de Médecine, Université Lyon I, Expert auprès de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA)
  Consommation des F&L : analyse bénéfices/risques

- **M. Padilla** - Professeure associée - CIHEAM - Montpellier
  Les F&L : les laissés-pour-compte de tout y compris des politiques publiques

- **M. Cecchini** - Analyste des politiques de santé - OCDE - Paris
  Quelles conditions pour assurer une consommation en accord avec les recommandations ?

11h00-12h30 • SESSION 2
Contribution de la production F&L à l'impact environnemental ; l'art du compromis

Présidée par P. Medevielle *- Sénateur de la Haute-Garonne - Commission Aménagement du territoire et du développement durable*

- **C. Fischler** - Sociologue
  La chimie : hier, aujourd'hui et demain

- **F. Villeneuve** - Ingénieur et Chargé de Programme - CTIFL - Lanxade
  Utilisation des phytosanitaires en France : quelles méthodes alternatives ?

- **F. Buchholzer** - Chargée d'évaluation et de prospective - Commission Européenne - DG AGRI
  La réforme de la PAC et la nutrition ; le cas des F&L

- **D. Sauvaitre** - Président - Association Nationale Pommes Poires (ANPP)
  Contribution de la production fruitière à l'impact environnemental : exemple concret

12h30-14h15 • DÉJEUNER - Salle de Presse de Madame la Ministre

14h30-16h30 • TABLE RONDE

Risques économiques liés aux fluctuations de la production des F&L

Présidée par J-P. Moga *- Sénateur du Lot-et-Garonne - Commission des Affaires Economiques*

Allocution introductive : L'Europe agricole et les fruits et légumes
T. Garcia Azcarate - Ec-Conseiller responsable de la coordination et de l'analyse économique à court terme des marchés agricoles - Commission Européenne - DG AGRI

Table ronde animée par : E. de La Chesnais - Journaliste au Figaro

Avec la participation de :

- **D. Allaume Bobe** - Présidente du département Habitat Cadre de Vie (HCV) - UNAF
  Quels sont les besoins et les attentes émergentes des consommateurs vis-à-vis des fruits et légumes ?

- **Jacques Andrieu** - Chef de la mission filières - FranceAgriMer
  Quelles sont les orientations des pouvoirs publics pour soutenir la production et la consommation des F&L français ?

- **B. Dupont** - Président - Interprofession des fruits et légumes frais (Interfel)
  Segmentation/Signes de qualité : qu'est-ce qui ne marche pas et pourquoi ?

- **S. Hercberg** - Directeur - Equipe de Recherche en Epidémiologie Nutritionnelle (EREN) et Président du PNNS
  Pourquoi les F&L sont-ils un enjeu de santé publique ?

- **F. Lafitte** - Président - Gouvernance économique des fruits et légumes (GEFEL)
  Quel avenir économique pour un opérateur F&L ?

- **J. Loyau** au nom d' E. Andrieu - Membre du Parlement européen (retenu en session plénière)
  Comment la France souhaite-t-elle peser sur les décisions européennes relatives aux F&L ?

16h30-17h00 • CONCLUSIONS DE LA JOURNÉE

B. Chevassus-au-Louis - Président - Association «Humanité et Biodiversité»

9h15-9h30

MOT D'ACCUEIL

Christel TEYSSEDRE

Présidente de l'Aprifel

Primeur à Prayssac (46) avec une halle couverte et deux marchés de plein vent, Christel Teyssèdre est depuis 2012, présidente de Saveurs Commerce (ex UNFD), la Fédération nationale des commerces alimentaires spécialisés de proximité.

Elle préside par ailleurs la Commission Communication d'Interfel, la Commission Nationale de Négociation (ID 1505) et le conseil exécutif de la CGAD (Confédération Générale de l'Alimentation en Détail). Elle est également membre du CESE (Conseil Economique, Social et Environnemental) depuis 2015.

SESSION 1 • 9h30-11h00

CONSOMMATION DES F&L, ENJEU MAJEUR DE SANTÉ PUBLIQUE

Présidée par :

Elisabeth DOINEAU

Sénatrice de la Mayenne - Commission des Affaires Sociales

Actuellement sénatrice et conseillère départementale de la Mayenne, Élisabeth Doineau a précédemment occupé les fonctions de Maire de la Rouaudière (1995 à 2008) et de conseillère régionale des Pays de la Loire (2008 à 2014).

Elle est également vice-présidente de la commission des affaires sociales, et membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. Elle appartient au groupe Union Centriste du Sénat.

Ambroise MARTIN

Président du groupe de travail « Politique Nutritionnelle » du Conseil National de l'Alimentation

Ambroise Martin, ancien professeur de Nutrition et de Biochimie à la Faculté de Médecine Grange-Blanche, Université Claude Bernard Lyon I, est expert en nutrition, notamment auprès de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et du Comité de suivi du Programme National Nutrition Santé.

Consommation des F&L : analyse bénéfices/risques

L'analyse bénéfices/risques n'a pas d'existence légale dans le domaine alimentaire : le risque doit être nul et seul le bénéfice existe, mathématiquement infini. Sauf que la reconnaissance de l'inexistence du risque zéro a fait son chemin et que tout concourt dans les faits à ce qu'il faille considérer cette analyse, tel que : la complexification de la notion de risque, telle qu'elle transparaît dans le règlement européen 178/2002 refondateur de la réglementation alimentaire, l'irruption du principe de précaution dans ce même règlement qui vise à protéger toutes les générations futures, la prise en compte par les gestionnaires du risque perçu par les consommateurs, aidés en cela par des militants médiatiquement actifs attisant la peur de tous « -ides » utilisés dans la production des fruits et légumes, ou du moins des « -ides » synthétiques, les seuls existants dans l'espace médiatique. Le seul exemple d'une telle analyse réellement travaillé au niveau national, européen (par l'EFSA et à la demande de la commission européenne) et international concerne la consommation de poissons et la balance des risques liés à leurs contaminants (notamment mercure) et de leurs avantages nutritionnels démontrés ; cet exemple montre que cette analyse est réaliste, faisable et difficile (au moins dans la partie concernant le dialogue entre nutritionnistes et toxicologues). Pour les fruits et légumes comme pour le poisson, la quasi-totalité des études épidémiologiques consacrées aux liens entre la santé et ces catégories d'aliments, telles qu'elles ont été synthétisées par exemple par le WCRF (World Cancer Research Fund International), l'INCa (Institut National du cancer), l'EFSA et plus récemment l'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation de l'environnement et du travail), montre un bénéfice de ces deux catégories d'aliments : c'est un bénéfice net des aliments tels que consommés, qui prend donc en compte leurs contaminants éventuels et fournit une analyse bénéfice/risque quasi expérimentale. Bien évidemment ces études ont leurs limites, notamment l'approche épidémiologique des questions toxicologiques est encore balbutiante, et la recherche doit absolument se poursuivre, avec surtout une collaboration accrue entre ces deux champs de la science, toxicologie et nutrition. Par exemple, l'avis mis récemment en consultation par l'EFSA concernant l'utilisation de l'épidémiologie en toxicologie évoque le cancer, les maladies cardio-vasculaires, le diabète et bien d'autres, mais ne dit rien de la nutrition comme facteur de confusion possible, malgré les milliers de publications existantes ! La réciprocité d'ignorance est sans doute vraie aussi. Cependant, malgré ces limites, les résultats disponibles devraient rationnellement plutôt conduire à un débat plus apaisé qu'il ne l'est actuellement...

Martine PADILLA
Professeure-associée - CIHEAM - Montpellier

Docteur en Economie HDR, Martine Padilla était enseignant-chercheur au Centre International de Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM), organisation intergouvernementale méditerranéenne. Aujourd'hui Expert en économie alimentaire et Professeure associée, elle est spécialisée dans l'analyse des comportements alimentaires des populations, les politiques alimentaires publiques, la sécurité alimentaire et l'alimentation durable. Ses travaux lui ont valu le Prix Jeune chercheur de la Région Languedoc-Roussillon (1994) et la médaille vermeille de l'Académie d'Agriculture de France (2008). Au cours des 10 dernières années, elle a coordonné tout ou partie de 15 projets nationaux ou européens.

Les fruits et légumes: les laisser pour compte de tout y compris des politiques publiques

Ceux qui consomment beaucoup de fruits et légumes (F&L) ont une alimentation généralement plus diversifiée et de bonne qualité nutritionnelle. Or la troisième étude individuelle nationale des consommations alimentaires - INCA 3 de l'Anses, publiée en 2017, montre que les consommations moyennes de F&L sont en France en-deçà des recommandations et en régression malgré les efforts de promotion : 139 g/j en 2015 vs 179 g/j en 1999 pour les enfants de 3-17 ans et 260g/j en 2015 vs 286 g/j en 1999 pour les adultes. En 2016, seuls 25% des adultes et 6% des jeunes de 2 à 17 ans respectent la recommandation de cinq portions de F&L /jour et la part des petits consommateurs jeunes (moins de deux portions quotidiennes) a augmenté à 45% en 2016, contre 32% en 2010. «L'effet génération» se confirme dans le rapport Crédoc publié cette année : dans la génération née entre 1987 et 1996, la consommation de F&L à 25 ans était plus de deux fois inférieure à celle de la génération née entre 1967 et 1976.

Les moyennes de consommation cachent de grandes disparités que l'on a coutume de relier aux disparités socio-économiques. Or la dernière étude INCA 3 de l'Anses (2017) révèle que les habitudes alimentaires sont peu associées au revenu ou la catégorie socioprofessionnelle du parent, mais fortement liées au niveau d'éducation des individus. Les populations avec un bas niveau de scolarité manquent de connaissances comparativement à celles ayant suivi des études plus longues. On note aussi des disparités géographiques, avec dans le nord de la France une très forte augmentation des petits consommateurs entre 2010 et 2016, aussi bien chez les adultes (+30 points) que chez les enfants (+21 points). Le peu d'appétence (surtout pour les légumes), le temps nécessaire à la préparation et les prix sont les principaux freins.

La désirabilité sociale est faible en France pour des raisons culturelles ; par contre les enfants originaires du Maghreb et d'Afrique consomment davantage de F&L (programme Fruit récré). L'absence ou l'incohérence des politiques ne favorisent pas les « petits consommateurs ».

Il est démontré que la diversité des aliments proposés pendant la grossesse, le sevrage et tout au long des premières années de la vie peut modifier durablement les préférences de l'enfant.

Une vraie politique de promotion des F&L doit activer plusieurs leviers :

- Cibler les femmes enceintes et allaitantes. L'allaitement maternel confère un avantage initial aux bébés dans leur acceptation des F&L.
- Diversifier tôt : aliments complémentaires en variant fréquemment le goût et introduction précoce d'aliments texturés qui permet l'acceptation de textures complexes comme celles des F&L.
- Exposer l'enfant aux produits de façon répétée.
- Conserver la structure des repas ainsi que la culture culinaire familiale qui favorisent la consommation des F&L.
- Promouvoir les F&L à l'école (programme « Fruit à la récré »).
- Instaurer des politiques cohérentes entre institutions et programmes (PNA, PNNS, ANSES, ministère de l'éducation nationale).

Michele CECCHINI
Economiste - Analyste des politiques de santé, OCDE - Paris

Michele Cecchini est analyste des politiques de santé à l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économiques) et responsable du programme de travail sur la santé publique.
Ses recherches reposent notamment sur l'évaluation de programmes dans le secteur de la santé, en particulier l'évaluation économique et sanitaire des politiques influençant les déterminants non médicaux de la santé (par exemple, nutrition, activité physique et consommation d'alcool).

Quelles conditions pour assurer une consommation en accord avec les recommandations ?

La faible consommation de fruits et de légumes (F&L) est l'un des principaux facteurs de risque de maladies chroniques (maladies non transmissibles). Une consommation insuffisante de F&L augmente le risque de maladies coronariennes, d'accidents vasculaires cérébraux et de certains types de cancers. À l'échelle mondiale, une alimentation pauvre en fruits a causé en 2015, près de 3 millions de décès, tandis qu'une alimentation pauvre en légumes a causé près de 2 millions de décès. Chaque année en France, environ 18 500 décès sont attribués à la faible consommation de fruits et 13 300 à la faible consommation de légumes.

La recommandation la plus courante est la consommation d'au moins 5 portions de F&L chaque jour. Cependant, de récents travaux ont confirmé que des niveaux plus élevés de consommation, allant jusqu'à 10 portions par jour, sont associés à une réduction des risques de maladies cardiovasculaires et de mortalité.
Dans les pays de l'OCDE, environ 60% des adultes consomment des fruits ou des légumes tous les jours. La consommation de légumes est généralement plus élevée que celle de fruits et les femmes consomment généralement plus de F&L que les hommes. En France, la consommation de F&L, chez les adultes, est inférieure à la moyenne des pays de l'OCDE. Chez les enfants, seul un enfant de 15 ans sur trois déclare consommer quotidiennement des F&L. De même que chez les adultes, les jeunes filles rapportent une consommation légèrement plus élevée de fruits et légumes que leurs homologues masculins. Contrairement aux adultes, les jeunes de 15 ans vivant en France déclarent une consommation de fruits et légumes légèrement plus élevée que la moyenne de l'OCDE.

D'un point de vue réglementaire, la vraie question est de savoir comment identifier des politiques efficaces et efficientes pour promouvoir un mode de vie sain pour prévenir les maladies chroniques. Afin d'appuyer la mise en place de réglementations innovantes, l'OCDE produit des études d'impact économique et de santé publique à travers la modélisation et l'identification des meilleures pratiques. Les résultats de nos travaux suggèrent que la mise en œuvre conjointe d'un ensemble de mesures telles que l'éducation et la promotion de la santé, la réglementation et les mesures fiscales, ainsi que les conseils de style de vie donnés par les médecins de famille, représentent un meilleur investissement que beaucoup de traitements actuellement dispensés par les systèmes de santé de l'OCDE. Investir dans ces mesures augmente la consommation de produits plus sains, incluant davantage de F&L, avec un effet positif sur la santé humaine et les dépenses de santé.

SESSION 2 • 11h00-12h30

CONTRIBUTION DE LA PRODUCTION F&L À L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ; L'ART DU COMPROMIS

Présidée par :

Pierre MEDEVIELLE

Sénateur de la Haute-Garonne - Commission Aménagement du territoire et du développement durable

Pierre Medevielle est sénateur de la Haute Garonne et maire de Boulogne sur Gesse. Ancien conseiller général de la Haute-Garonne, il participe à la Commission du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire.

Il est également membre de l'Office Parlementaire d'Evaluation des Choix Scientifiques et Technologiques (OPECST), du Haut Conseil des Biotechnologies (HCB) et vice-président du groupe d'étude Chasse et Pêche.

Il appartient au groupe Union Centriste du Sénat.

Claude FISCHLER
Directeur de Recherche – CNRS Paris

Socio-anthropologue, Claude Fischler a consacré une grande partie de ses travaux à l'étude du rapport des humains à l'alimentation dans une perspective interdisciplinaire. Récemment, sa recherche a plus particulièrement porté sur les repas et la commensalité (le fait de partager la table ou les aliments), leurs rituels et leur rôle social en même temps que leur évolution et leurs effets sanitaires.
Il a dirigé le Centre Edgar Morin et l'Institut Interdisciplinaire d'Anthropologie du Contemporain (EHESS-CNRS) jusqu'en 2013 et préside l'Association Française pour une Science de l'Homme.

Ses principaux ouvrages : La nourriture (Communications 31) ; L'Homnivore ; Manger magique ; Du vin ; Manger : Français, Européens et Américains face à l'alimentation ; Les Alimentations Particulières : Mangerons-nous encore ensemble demain ?

La chimie : hier, aujourd'hui et demain

Depuis plusieurs années, les enquêtes et études, y compris les Eurobaromètres sur des échantillons nationaux représentatifs, montrent que le souci numéro un des mangeurs-consommateurs concerne "les produits chimiques dans l'alimentation". Ce thème d'inquiétude est loin d'être nouveau : dès les années 70, le "tract de Villejuif", document ronéotypé ou photocopié circulant largement, dénonçait les effets cancérigènes des divers additifs codés "E" (l'acide citrique, E330 était dénoncé comme l'un des plus nocifs). Il réapparaît périodiquement sous des formes diverses aujourd'hui encore. Mais l'inquiétude a pris des proportions nouvelles et s'inscrit désormais dans des théories "alternatives" politico-scientifiques. Les représentations s'organisent sur la base d'une opposition fondamentale entre "naturel" et "industriel" ("natural" vs "processed" en anglais) dans laquelle "le chimique" incarne superlativement l'artifice, c'est à dire l'impur. L'analyse des conceptions du "naturel" montre que le végétal y occupe une place privilégiée que le "chimique" menace gravement.

François VILLENEUVE
Ingénieur chargé de programmes - CTIFL - Lanxade

François Villeneuve travaille au sein du Centre Technique Interprofessionnel des Fruits et Légumes (CTIFL) sur le site de Lanxade (Bergerac, 24).
Spécialiste de la production intégrée des cultures légumières de plein champ, il est fortement impliqué dans les usages orphelins (homologation des usages mal pourvus) et la gestion des bioagresseurs telluriques.

Utilisation des phytosanitaires en France : quelles méthodes alternatives ?

Les cultures fruitières et légumières se caractérisent par une forte diversité : au niveau des espèces cultivées, plus de 40 espèces de fruits et 70 de légumes en France métropolitaine ; dans les modes de production pour alimenter le marché tout au long de l'année ; et enfin, à travers un cortège important de bioagresseurs plus ou moins bien maîtrisés par les moyens de protection actuels. Comme pour d'autres cultures, les filières fruitières et légumières ont eu recours, après la seconde guerre mondiale, à la protection chimique, amenant la France, dans un premier temps et jusqu'à un passé récent, à devenir quasiment autosuffisante pour l'alimentation de sa population et ce pour de nombreuses productions. Cette protection a également permis de maintenir des produits à des prix accessibles au plus grand nombre de consommateurs dans un contexte de rétractation du budget familial consacré à la nourriture.

Toutefois, depuis de nombreuses années, et à cause des difficultés rencontrées avec la protection chimique, des techniques alternatives ont été travaillées et pour certaines, largement utilisées aujourd'hui par les producteurs. Dès la fin des années 1970, dans la continuité des travaux sur la biologie des parasites, ont été développées des recherches sur la confusion sexuelle, et d'autres, sur l'utilisation du greffage en vue de gérer certains bioagresseurs telluriques. La mise en pratique de ces travaux par les producteurs a montré les limites d'une « simple » substitution d'une technique par une autre, révélant quasi-systématiquement une adaptation des bioagresseurs. C'est ainsi que concernant les résistances génétiques, les freins à l'utilisation de plusieurs gènes majeurs sont clairement apparus avec le contournement des mécanismes de résistance par les bioagresseurs. Il a donc fallu envisager de nouvelles stratégies en sélection comme le pyramidage des gènes pour rendre plus difficile le contournement par les pathogènes. De la même manière, dans le cas du greffage des cultures légumières, il a été évident que le cortège des bioagresseurs telluriques s'est peu à peu adapté. En outre, les producteurs ont aussi dû faire face à de nouveaux pathogènes émergents justifiant la conduite de nouvelles études pour trouver des solutions de protection (que la solution soit physique ou chimique).

Par conséquent, c'est la combinaison de techniques avec différents modes d'action, qu'il faut envisager dans son ensemble y compris dans la durée, d'autant que les techniques alternatives ont, dans la plupart des cas, des efficacités partielles, voire incomplètes. Il est donc essentiel de garder des moyens de contrôles efficaces.

Autrement dit, même si elles ne doivent qu'être qu'un recours –et non une pratique systématique–des solutions chimiques doivent perdurer.

Florence BUCHHOLZER

Conseillère Etudes d'impact/Prospective - Commission Européenne - DG AGRI

Après l'obtention du diplôme d'Ingénieur Agronome, Florence Buchholzer s'est spécialisée en économie. Elle a rejoint la Commission Européenne en 1992. Elle est actuellement Conseillère pour la Prospective et les Etudes d'impact, à la Direction Générale de l'Agriculture et du Développement Rural, auprès de la Direction «Stratégie, Simplification et Analyse des Politiques». A ce titre elle participe aux travaux sur la modernisation et la simplification de la Politique Agricole Commune (PAC). Dans ce contexte, elle a notamment organisé, avec d'autres collègues, un atelier sur les questions alimentaires.
De 2012 à 2016, elle était Conseiller Agricole à la Délégation de l'Union Européenne auprès des Organisations des Nations Unies basées à Rome, en particulier pour les activités de l'Organisation Mondiale de l'Agriculture et de l'Alimentation (FAO).
Auparavant, Florence a piloté/mené des analyses sur les politiques agricoles – notamment pour les réformes de la PAC - et les questions internationales (commerce, développement, volatilité...).

La réforme de la PAC et la nutrition : le cas des F&L

La Commission Européenne prépare une initiative pour moderniser et simplifier la Politique Agricole Commune (PAC). Cette initiative doit optimiser la contribution de la PAC aux priorités de la Commission ainsi qu'aux Objectifs de Développement Durable (ODD) agréés par les Nations Unies en 2015. A ce titre, en plus des nombreux ODD auxquels la PAC contribue directement, de nouveaux objectifs, tels l'ODD 3 sur la santé et le bien-être ou l'ODD 12 sur la production et la consommation responsables, sont pris en compte. En somme, il s'agit de poursuivre les efforts pour améliorer la durabilité de l'agriculture et des zones rurales. La durabilité ne concerne pas uniquement les questions environnementales, les dimensions économiques et sociales doivent également être intégrées. Les questions du lien avec l'alimentation et de la durabilité des systèmes alimentaires ont à nouveau été soulevées lors de la consultation publique sur l'avenir de la PAC. Dans ce contexte un atelier a été organisé sur la PAC et les questions alimentaires (lien ci-dessous). Sur cette base, l'intervention abordera le lien entre PAC, systèmes alimentaires et nutrition, en s'appuyant notamment sur l'exemple du programme de distribution de fruits et légumes dans les écoles. Financé au titre de la PAC, ce dispositif soutient la mise à disposition de fruits et légumes et d'autres produits agricoles dans les écoles au sein de l'UE, dans le cadre d'un programme éducatif plus large consacré à l'agriculture européenne et aux bénéfices d'une alimentation saine. En effet, les questions de nutrition revêtent de multiples dimensions, et relèvent de diverses politiques, non seulement agricoles et alimentaires, mais également en matière de santé et d'éducation.

Ateliers pour la modernisation et la simplification de la PAC:
https://ec.europa.eu/agriculture/events/cap-have-your-say/workshops_fr
Nouveau programme de distribution de fruits et légumes dans les écoles:
https://ec.europa.eu/agriculture/school-scheme_fr

Daniel SAUVAITRE
Président - Association Nationale Pommes Poires (ANPP)

Daniel Sauvaitre est arboriculteur et viticulteur en Charente. Il est président de l'Association Nationale Pommes Poires (ANPP) depuis sa création en 2008. Il est secrétaire général d'Interfel et aussi co-président de la Commission Economie d'Interfel (Interprofession des fruits et légumes frais) et président de WAPA (World Apple and Pear Association). Daniel Sauvaitre a été administrateur du Centre Technique Interprofessionnel des Fruits et Légumes (CTIFL). Il est par ailleurs Conseiller régional d'Aquitaine Limousin Poitou-Charentes.

Contribution de la production fruitière à l'impact environnemental : exemple concret

Confrontés aux limites et aux impasses issues du recours systématique aux engrais comme aux produits phytosanitaires, les arboriculteurs ont progressivement redécouvert et réappris le fonctionnement des écosystèmes. Un long cheminement qui a commencé au début des années 90 pour s'allier autant que faire se peut le concours de la nature et réussir à produire en respectant les équilibres du développement durable.

L'Organisation Internationale de Lutte Biologique a dès 1993 donné le nom de production intégrée à cette quête d'un « *système agricole de production d'aliments et autres produits de haute qualité, qui utilise des ressources et des mécanismes de régulation naturels pour remplacer des apports dommageables à l'environnement et qui assure à long terme une agriculture viable* ».

Quelle que soit l'espèce fruitière considérée, du chercheur jusqu'à l'arboriculteur, en passant par l'expérimentateur, le technicien, les prestataires de service, les équipementiers ou les fournisseurs d'intrants, tous, à leur rythme, ont infléchi leur stratégie vers ce nouvel objectif incontesté.

Cependant, les contraintes de compétitivité dans un marché qui ne connait plus de frontières ont eu vocation à freiner certaines innovations ou prises de risque. C'est pourquoi il est apparu nécessaire d'identifier cette démarche pour rechercher une valorisation par l'adhésion de la distribution et des consommateurs.

Les producteurs de pommes et de poires se sont ainsi dotés dès 1996 avec le concours du CTIFL d'une Charte qualité des pomiculteurs de France et d'un label devenu depuis « Vergers Ecoresponsables ».

En se réunissant solidairement par cette Charte pour l'évolution ambitieuse des méthodes de production, les arboriculteurs ont stimulé la recherche, l'expérimentation et la mise en œuvre de solutions innovantes dans les deux tiers du verger de pomme et de poire en France auxquels s'ajoute maintenant une part importante du verger de pêche, de nectarine et d'abricot.

Le dispositif organisé mis en place où chacun concourt et coopère pour atteindre l'objectif permet à ce jour une accélération sensible et une optimisation de la « production intégrée ».

La maîtrise complexe des solutions de bio-contrôle contre les maladies et ravageurs progresse. L'infléchissement vers des variétés génétiquement peu sensibles aux multiples agressions s'accélère. Les outils d'aide à la décision, modélisation, données météo, analyses, se perfectionnent. Les moyens matériels permettent toujours plus de précision en irrigation, fertilisation et protection phytosanitaire.

L'intégration du verger dans son environnement naturel ou urbanisé s'améliore. La mesure de la biodiversité est la nouvelle étape pour s'assurer de la performance des méthodes de production mises en œuvre. Tout comme l'accueil au verger des abeilles et leur bonne santé sanctionne la réussite environnementale du travail de l'arboriculteur.

En obtenant l'équivalence Haute Valeur Environnementale de niveau 2, les Vergers Ecoresponsables donnent un contenu concret et vérifié par un organisme externe au concept d'agro écologie promu par les pouvoirs publics.

Aux côtés de l'agriculture biologique qui s'interdit le recours aux intrants issus de la chimie de synthèse et n'utilise que des substances naturelles pour nourrir et protéger les plantes, la production intégrée se veut être un chemin des crêtes à l'optimum des moyens et des connaissances du moment.

TABLE RONDE • 14h30-16h30

RISQUES ÉCONOMIQUES LIÉS AUX FLUCTUATIONS DE LA PRODUCTION DES F&L

Présidée par :

Jean-Pierre MOGA

Sénateur du Lot-et-Garonne - Commission des Affaires Economiques

Actuellement sénateur et conseiller départemental du Lot-et-Garonne, Jean-Pierre Moga a précédemment occupé les fonctions de Conseiller général du Lot-et-Garonne et de Maire de Tonneins.
Il est également membre de la commission des affaires économiques et membre de la délégation sénatoriale à la prospective. Il appartient au groupe Union Centriste du Sénat.

Animée par :

Eric DE LA CHESNAIS

Journaliste au Figaro

Eric de la Chesnais est journaliste au Figaro depuis plus de dix-huit ans où il a suivi différents secteurs économiques clefs comme celui de la santé, de l'énergie, des transports et du tourisme sans oublier le service postal.
Depuis le 1er septembre 2008 il suit la rubrique Agriculture, une activité qu'il connait bien puisqu'il est lui-même exploitant agricole dans une ferme de l'Ouest après avoir été diplômé de l'Ecole Supérieure d'Agriculture d'Angers (ESA).

Allocution introductive :

Tomas GARCIA AZCARATE

Chercheur à l´Institut d´Economie, Géographie et Démographie (IEGD-CSIC) du CNRS espagnol, membre de l' Académie d'Agriculture de France et du Conseil Scientifique de la Mission AgroBiosciences de l'Inra, Officier du Mérite Agricole français et espagnol.

Tomas Garcia Azcarate fut jusqu'en septembre 2015 conseiller responsable de la coordination et de l'analyse économique à court terme des marchés agricoles à la Commission Européenne.
Il a longtemps assumé les fonctions de chef de l'unité « fruits et légumes frais et transformés » à la DG AGRI (Direction Générale « Agriculture et développement rural ») de la Commission Européenne (2001 à 2005), puis de chef de l'unité « huile d'olive et produits horticoles » au sein de cette même direction.
Docteur Ingénieur Agronome, il est Président de l'Association Espagnole des Economistes Agricoles.

L'Europe agricole et les fruits et légumes

L´importance du secteur des fruits et légumes dans l´agriculture européenne est bien connue de tous les présents. Une seule donnée la synthétise bien : en 2016, les fruits et légumes (pommes de terre incluses) apportèrent 24% de la valeur de la production finale de la ferme Europe seulement dépassés en importance par l´ensemble des productions de viandes (24.9%).
Cependant, l´importance politique du secteur en Europe, et même dans les principaux Etats membres producteurs, n´a jamais été en consonances avec cette importance économique ou dans l´emploi agricole.
Cela a eu du bon et du moins bon. Un des avantages a été que, comme le secteur était peu « important » politiquement parlant, un groupe d´audacieux réformistes a pu essayer une forme d´organisation nouvelle, les organisations de producteurs, et une forme d´aide publique différente, les fonds opérationnels, dans un contexte où la pensée unique parlait d´aides directes et de soutien découplé. Il faut reconnaître que l´inscription dans la boite verte de l´OMC de pratiquement tout le contenu des programmes opérationnels, a été un coup de génie qui s´est révélé bien utile.
Parmi le « moins bon », on retrouve la mise en question systématique de ces mécanismes « étranges » à chaque vague de réforme de la PAC. Chaque fois, il a fallu reprendre son bâton de pèlerin et expliquer (cent fois à votre métier remettez votre ouvrage) les particularités du secteur et l´intérêt de mécanismes différents. Non seulement jusqu´á présent, le résultat a été positif mais, avec le Commissaire Ciolos, le secteur a été pris comme exemple et les organisations de producteurs, leurs associations et les Interprofessions ont été autorisées dans les autres secteurs agricoles. Cela a d´ailleurs provoqué une certaine nervosité, ou une nervosité certaine, parmi les autorités de la concurrence européenne et nationale devant la montée en puissance d´une approche hétérodoxe.
C´est la raison pour laquelle le rôle des organisations de producteurs, de leurs associations et des Interprofessions est au centre des débats de la prochaine Politique Agricole Commune. L´avis de la Cour de justice dans le cas endives permettra de mettre fin à la confusion actuelle (intelligemment entretenue par quelques ayatollahs du droit de la concurrence) sur ce qui est possible (ou pas) de faire.
Nous savons que la volonté du législateur de l´époque était de permettre aux producteurs organisés « d´ajuster en quantité et qualité la production à la demande » ; nous savons que la Commission, dans sa Communication de 1990 sur les Interprofessions, voulait permettre aux secteurs de s´organiser pour ne pas remplacer « l´ordre (des anciennes organisations de marché très interventionnistes) par le chaos ».
Nous savons que ce souci est partagé aujourd´hui par le Parlement Européen grâce au travail patient et persistant de Michel Dantin et Angélique Delahaye. Il ne reste plus qu´à convaincre une partie de la Commission et quelques Etats membres de plus.

Avec la participation de :

Dominique ALLAUME-BOBE

Administratrice Union Nationale des Associations Familiales (UNAF)

Quels sont les besoins et les attentes émergentes des consommateurs vis-à-vis des fruits et légumes ?

De formation agronome et économiste, certifiée du Collège des hautes études de l'environnement et du développement durable (2005-2006), Dominique Allaume-Bobe est engagée dans le mouvement Familles rurales depuis 1987 et dans le réseau des Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) depuis 1990.
Elle est administratrice de l'UNAF en charge du développement durable et Présidente du département Habitat Cadre de vie. Partie prenante du Grenelle de l'environnement en 2007, elle est membre du Conseil national de la transition écologique depuis sa création. Elle participe aux débats sur la fiscalité verte au sein du Comité pour l'économie verte.

Jacques ANDRIEU

Chef de la mission filières - FranceAgriMer

Quelles sont les orientations des pouvoirs publics pour soutenir la production et la consommation des F&L français ?

Directrice générale de FranceAgriMer depuis avril 2017, Christine Avelin était auparavant directrice du cabinet de Stéphane le Foll. Précédemment conseillère agricole pour le Moyen-Orient en poste à l'ambassade de France au Liban (2014-2016), Mme Avelin a également été conseillère technique auprès de Stéphane Le Foll, chargée des productions végétales (2012 à 2014). De 2009 à 2011, elle a occupé le poste de directrice adjointe chargée des produits agroalimentaires et de l'agriculture biologique à l'INAO (Institut national de l'origine et de la qualité). Au sein du ministère chargé de l'Agriculture, elle a successivement occupé les postes de chargée de mission juridique à la direction générale de l'administration, chef de bureau des fruits et légumes transformés, chef de bureau responsable des politiques communautaires pour le secteur des fruits et légumes et le tabac, chef du bureau de l'organisation des filières et enfin de chef du bureau des signes de qualité et de l'agriculture biologique, de 1985 à 2008.

Bruno DUPONT

Président Interfel (Interprofession des fruits et légumes frais)

Segmentation/Signes de qualité : qu'est-ce qui ne marche pas et pourquoi ?

Exploitant agricole en Maine-et-Loire, Bruno Dupont est président d'Interfel depuis 2012. Il est également président d'honneur de la Fédération Nationale des Producteurs de Fruits et du pôle de compétitivité VEGEPOLYS, président de la Fédération Régionale des producteurs de fruits du Val de Loire, du SIVAL, de l'Association de coordination du Frais Alimentaire (ACOFAL) et de l'Association France/Méditerranée pour l'Agroalimentaire (AFMA).
Il a également été président de la Fédération Départementale des producteurs de fruits du Maine-et-Loire, de la Commission euro-méditerranéen de FranceAgriMer, administrateur de la FNSEA, et de la Chambre d'Agriculture d'Angers. Bruno Dupont a, de plus, été membre du conseil spécialisé fruits et légumes de FranceAgriMer, membre du conseil d'administration de l'ODEADOM, et membre du Conseil d'Administration de la Sopexa.

Serge HERCBERG

Président du PNNS (Programme National Nutrition Santé)

Pourquoi les F&L sont-ils un enjeu de santé publique ?

Serge Hercberg est Président du PNNS, Professeur de Nutrition à la Faculté de médecine de l'Université Paris XIII et Praticien Hospitalier au Département de Santé Publique de l'Hôpital Avicenne (AP-HP).

Il est directeur de l'équipe de Recherche en Epidémiologie Nutritionnelle INSERM/INRA/CNAM/Université Paris 13. Il a été coordinateur de l'étude SU .VI.MAX et pilote l'étude NutriNet Santé. Il est également membre du Haut Conseil de la Santé Publique depuis 2007.

François LAFITTE

Président de la GEFEL (Gouvernance Economique des Fruits et Légumes)

Quel avenir économique pour un opérateur F&L ?

François Lafitte est Président de la GEFEL et producteur de kiwifruits dans les Landes.
Il est également Président de SCAAP Kiwifruit de France qui regroupe plus de 350 producteurs de fruits et légumes dans le Sud-Ouest et de la SAS PRIMLAND, spécialisée dans le Commerce et l'Exportation de Fruits et Légumes cultivés en France et à l'étranger.

Jacques LOYAU

Au nom d' Éric Andrieu - Membre du Parlement européen (retenu en session plénière)

Comment la France souhaite-t-elle peser sur les décisions européennes relatives aux F&L ?

Jacques Loyau est assistant parlementaire d'Eric Andrieu, député européen et Porte-parole des sociaux-démocrates européens à l'Agriculture et au développement rural. Doté d'un BTS Technique agricole et gestion d'entreprise puis d'un DEA de droit communautaire, il a été conseiller agricole pendant 8 ans. Après un passage par la Commission européenne, il est devenu le «Monsieur Agriculture» des parlementaires du groupe socialiste depuis 1991. Il a successivement été le bras droit de Bernard Thareau, André Laignel, Georges Garot et Stéphane Le Foll avec lequel il a co-fondé le groupe Saint Germain, think tank européen sur l'agriculture. Parallèlement à ses fonctions bruxelloises, il aide son frère depuis plusieurs années dans la gestion de leur petite exploitation familiale dans le Loir-et-Cher.

16h30-17h00

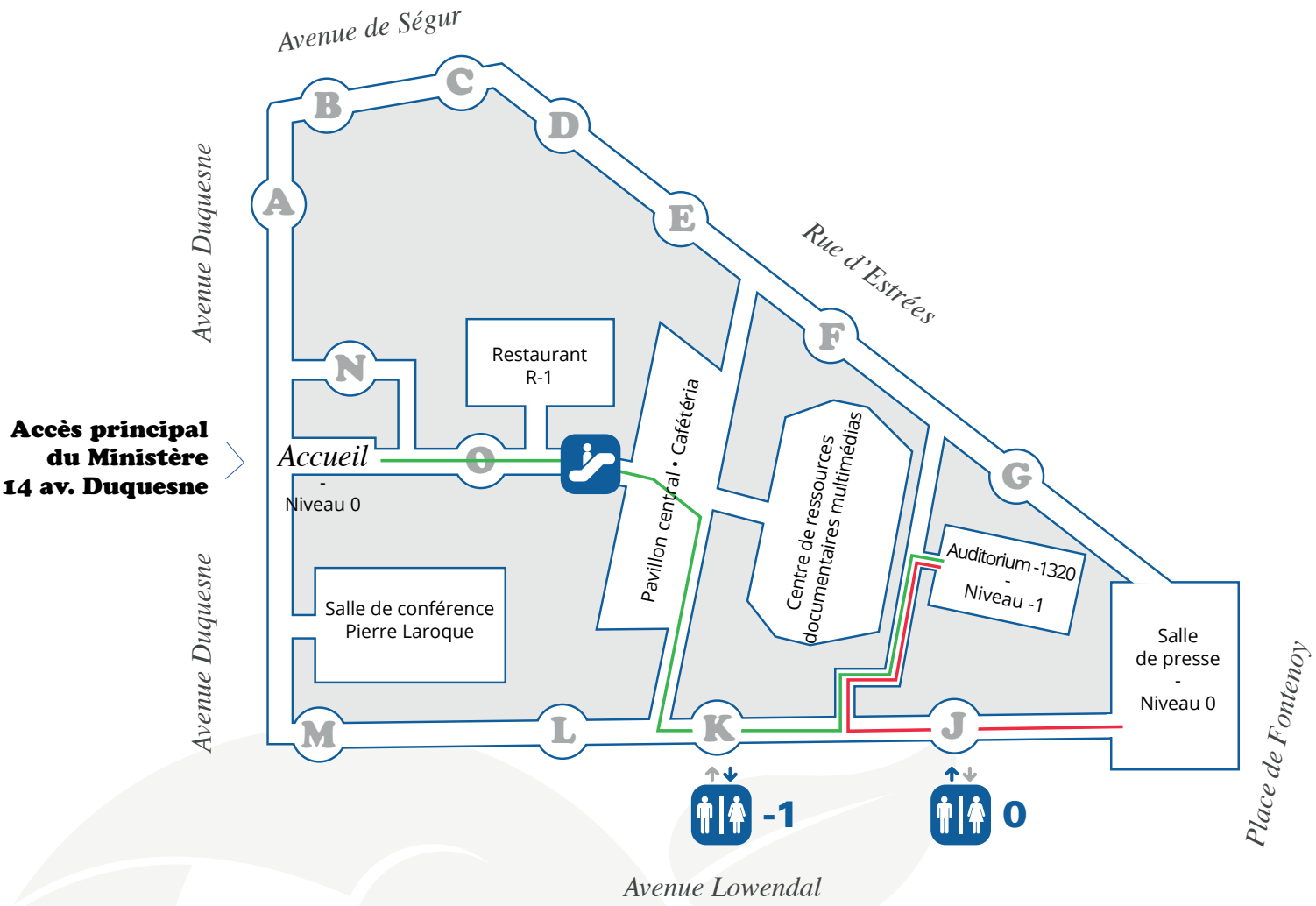
CONCLUSIONS DE LA JOURNÉE

Bernard CHEVASSUS-AU-LOUIS

Président - Humanité et Biodiversité

Bernard Chevassus-au-Louis, normalien biologiste, docteur en sciences, est Président de l'association « Humanité et Biodiversité ».
Il a réalisé sa carrière de recherche à l'Inra dans le domaine de l'aquaculture et a été directeur général de cet organisme. Il a été Président du Muséum national d'histoire naturelle et Président du Conseil d'Administration de l'Afssa (Agence Française de Sécurité Sanitaire des Aliments). Il a également été Vice-Président de la CGB (Commission du Génie Biomoléculaire), Président du Conseil Scientifique du Cirad, Président du Conseil Consommateurs de l'Aprifel, Président du Conseil Scientifique de l'agence de l'eau Seine-Normandie, et a présidé le groupe de travail du Centre d'analyse stratégique sur la valeur économique de la biodiversité.

Comment accéder à l'auditorium -1320 ?



Comment accéder à l'Auditorium -1320 (Niveau -1) ?

- Prendre l'escalator vers le Pavillon Central / Cafétéria
- Prendre à droite
- Au bout du couloir, prendre à gauche puis prendre l'ascenseur K jusqu'au niveau -1
- En sortant de l'ascenseur, prendre à droite puis suivre le premier couloir à gauche
- L'Auditorium -1320 se trouvera sur votre droite

Comment rejoindre la Salle de Presse (Niveau 0) depuis l'Auditorium -1320 (Niveau -1) ?

- Prendre à gauche en sortant de l'Auditorium -1320
- Suivre le couloir jusqu'au bout puis prendre l'ascenseur J jusqu'au niveau 0
- En sortant de l'ascenseur, prendre à droite
- La Salle de Presse se trouve au bout du couloir

Pour vous connecter :

- Nom du réseau : Borne5_Wifi
- Mot de passe : AIRPORT5 !

Prochainement, toutes les présentations et les vidéos seront postées sur :
www.aprifel.com

Partagez la journée sur Twitter avec le hashtag :
#RencontreAprifel

A vos Agendas:
La 8ème édition de la conférence internationale « EGEA »
se tiendra à Lyon du 7 au 9 novembre 2018

NOTES

RDV l'année prochaine pour la conférence internationale « EGEA »

du 7 au 9 novembre 2018 à Lyon

APRIFEL
4 rue de Trévise 75009 PARIS
Tél. : 01 49 49 15 15 - Fax : 01 49 49 15 16
www.aprifel.com
@Aprifel_FR

Aprifel
RECHERCHE & INFORMATION